



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

COMMUNE DE BAGES

Envoyé en préfecture le 24/11/2025

Reçu en préfecture le 24/11/2025

Publié le 24/11/2025

ID : 011-211100243-20251104-202540B-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 NOVEMBRE 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le quatre novembre à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de BAGES s'est réuni en lieu ordinaire de ses séances au foyer municipal de Prat de Cest, sous la présidence de M. Jean-Louis RIO, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 13
Nombre de Conseillers à la séance : 10
Nombre de Conseillers excusés : 3

Convocation du 27 Octobre 2025

PRÉSENTS : Jean-Louis RIO, Catherine ROI, Henri BASTIDE, Emilie EVEILLECHIEN, Henri BUSTO, Stéfan FROWEIN, Charles REALES, Cécile JASSIN, Claudine BOUFFET, Marie-José BOUNOURE.

ABSENTS EXCUSÉS : Philippe CARRERA, Sandrine SERRE, Marie-Claude BUSTO.

PROCURATIONS : M. Philippe CARRERA à M. Jean-Louis RIO.

M. Henri BASTIDE est nommé secrétaire.

OBJET : DELIBERATION EN VUE DE L'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSEE PAR LE CDG11 - RISQUE SANTE.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu la délibération n° DE-CA-2025-31 du 10 septembre 2025, du conseil d'administration du CDG11 attribuant le marché de protection sociale complémentaire en santé à VYV-MNT-PréviFrance ;

Vu l'avis du comité social territorial,

M. le Maire rappelle à l'assemblée que les employeurs territoriaux auront obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, à compter du 1^{er} janvier 2026 pour le risque "santé", à hauteur de 15 € par mois et par agent minimum.

Il rappelle également que cette participation pourra se faire selon deux modalités au choix de l'employeur : soit la labellisation, soit l'adhésion à un contrat collectif.

M. le Maire informe l'assemblée que, conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG11) a procédé à une mise en concurrence en mai 2025 en vue de la mise en place de

conventions de participation mutualisées dans le domaine de la pr
« santé », pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées.

Il indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG11 a ~~signé une convention de~~
participation pour le risque « santé » auprès du groupement VYV-MNT-PréviFrance, pour une durée
de six ans à compter du 1^{er} janvier 2026.

Il précise que la collectivité avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre,
elle peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG11, après
consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et
conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de la
collectivité auront le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhéreront pourront
percevoir la participation employeur.

Au vu de ces éléments, le Maire propose, l'adhésion de la collectivité à cette convention de
participation, pour le risque "Santé", à compter du 1^{er} janvier 2026

Il propose de fixer à 20€ par mois et par agent et 5€ par enfant la participation employeur obligatoire,
dans le cadre de ce dispositif pour le risque "santé".

Le conseil municipal,

Après avoir délibéré, les membres du conseil DECIDENT :

- **D'ADHERER** à la convention de participation pour le risque « Santé » conclue entre le
Centre de Gestion de l'Aude et le groupement VYV-MNT-PréviFrance, à compter du (1^{er}
janvier 2026 ;
- **D'ACCORDER** la participation financière employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires
ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité,
ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « santé » ;
- **DE FIXER** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 20€ par agent et
par mois et 5€ par enfant, pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la
convention de participation ; étant précisé que seuls les agents qui adhéreront à ce contrat
pourront percevoir cette participation ;
- **D'AUTORISER** M. le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de
participation proposée par le CDG11 et tout acte en découlant ;
- **D'INSCRIRE** au budget primitif 2026 les crédits nécessaires au versement de la participation
financière aux agents ;

Pour : 11 (dont 1 procuration)

Contre : 0

Abstention : 0

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre les membres présents. La convocation du
C.M. et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés conformément aux Articles L.2221-7 et L.2121-7
du C.G.C.T.

Le secrétaire de Séance,

Henri BASTIDE.



Monsieur Le Maire,

Jean-Louis RIO.

Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (6, rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 2 ; Téléphone : 04 67 54 74 10 ; Fax : 04 67 54 74 50) ou par le biais de l'application
informatique Télerecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>